

Honduras. Les gangs imposent leur loi

Titre(s) : Honduras. Les gangs imposent leur loi [[periodique]] / Brian Avelar

Ensemble : Courrier international 1848

Auteur(s) : Avelar, Brian

Editeur, producteur : 02/04/26

Description matérielle : pp.15

ISSN : 1154-516X

Note sur la description matérielle : 1

Résumé ou extrait : À Rivera Hernández, quartier de San Pedro Sula longtemps considéré comme l'un des plus violents du Honduras, la baisse des homicides ne traduit pas une reprise en main de l'État, mais le renforcement du contrôle de la Mara Salvatrucha (MS-13). Selon des habitants et des sources sécuritaires, le gang a imposé un ordre plus discret et plus structuré, fondé sur la surveillance, l'extorsion rationalisée et la gestion du territoire comme une entreprise. Les habitants disent pouvoir circuler plus librement, non parce que la violence a disparu, mais parce qu'elle est désormais monopolisée et administrée par la MS-13. Le gouvernement de Xiomara Castro avait décrété le 6 décembre 2022 un état d'exception inspiré du modèle salvadorien de Nayib Bukele. Mais, contrairement au Salvador, la mesure hondurienne n'a ni visé efficacement les chefs de gangs, ni entraîné de réforme profonde du système judiciaire. Plusieurs sources estiment que la baisse des homicides découle surtout de décisions internes de la MS-13 et de l'élimination progressive de ses rivaux. Là où une dizaine de gangs étaient actifs en 2010 à Rivera Hernández, la MS-13 dominait presque totalement le secteur début 2026, ne laissant subsister que quelques petites zones tenues par Barrio 18. L'échec du dispositif répressif apparaît aussi dans le maintien d'une violence extrême : durant les deux premières années de l'état d'exception, 48 massacres ont fait 220 morts, dont 46 femmes assassinées à la prison de Támara en juin 2023. Le régime a été prolongé 24 fois avant d'expirer le 26 janvier 2026, sans véritable bilan public. Le Honduras a par ailleurs enregistré 70000 détentions depuis juillet 2025 et 924 dénonciations d'exactions policières entre 2022 et 2025, sur fond d'allégations de torture et de disparitions forcées. L'article souligne enfin la différence avec le Salvador, où l'état d'urgence a conduit à près de 90000 détentions sans procès et au démantèlement de structures criminelles, au prix d'environ 500 morts en prison et de milliers de plaintes pour violations des droits humains. Au Honduras, les forces de sécurité disent ne pas disposer des mêmes marges légales. Le nouveau président Nasry Asfura, entré en fonctions le 27 janvier 2026, n'a même pas placé les gangs et le narcotrafic au cœur de son discours d'investiture, alors que l'État reste concurrencé, dans certains quartiers, par une organisation criminelle devenue un véritable pouvoir parallèle....

Sujet - Collectivité : Mara Salvatrucha -- Honduras

Sujet - Nom commun : Extorsion -- Honduras

Homicide -- Honduras

Infractions contre la sécurité publique -- Honduras